

Je suis ici devant vous aujourd'hui, dans le contexte des grandes traditions et de l'histoire de cet Empire Club, et je ne peux m'empêcher de réfléchir à ce que nous serions comme nation si nous n'avions pas eu dans le passé le courage de rechercher des changements à notre situation économique internationale en nous appuyant sur une confiance sûre et résolue en nous-mêmes.

Rappelons-nous que le terme "empire" a d'abord souvent signifié "empire commercial". Je crois que le Canada doit viser à devenir l'Empire commercial Numéro Un du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est pourquoi mon gouvernement agit avec la même audace qui a permis à l'Empire britannique de contribuer sensiblement à la civilisation du monde. De nos jours, on ne commence pas à bâtir un empire commercial en envoyant des bandes de gentilhommes aventuriers (ou de gentilles personnes aventurières). La libre discussion a remplacé le libre pillage; l'habileté à négocier doit remplacer l'habileté à manier les armes qui gagnait autrefois des empires commerciaux.

Ce gouvernement est convaincu que les Canadiens peuvent se lancer avec confiance dans le monde et y réussir s'ils sont appuyés par des politiques gouvernementales adéquates. Nous croyons que nos politiques réalisent cet objectif, notamment les grandes initiatives que nous avons entreprises au plan de la politique commerciale.

Permettez-moi de décrire l'approche commerciale de notre gouvernement. Pour commencer, j'esquisserai nos objectifs en matière de politique commerciale.

Premièrement, nous devons créer les conditions d'une économie canadienne forte et compétitive au plan international qui permettra d'accroître constamment les investissements, les revenus et les emplois. Deuxièmement, nous devons développer une économie concurrentielle dans le cadre d'un système de règles convenues et de codes de conduite acceptés au plan international. Nous devons élargir et renforcer nos exportations si nous voulons obtenir la croissance et la prospérité qu'attendent les Canadiens. Notre accès aux marchés doit être élargi pour donner à nos exportateurs de biens et de services les moyens d'améliorer leur compétitivité, comme l'ont fait les Européens en formant la Communauté européenne il y a vingt-cinq ans. Et nos marchés doivent être également renforcés pour protéger l'accès déjà acquis contre les nouvelles formes de protectionnisme qui pourraient nous coûter des emplois. C'est aussi simple que cela.